

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 21/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIETOM DE CHALOSSE

815, route des Partenses
40250 Caupenne

Références : -

Code AIOT : 0005201455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement SIETOM DE CHALOSSE implanté 815, route des Partenses 40250 Caupenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIETOM DE CHALOSSE
- 815, route des Partenses 40250 Caupenne
- Code AIOT : 0005201455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Caupenne accueille une installation de stockage de déchets non dangereux ainsi qu'une unité de tri-mécanobiologique et une déchetterie.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Surveillance des effets sur l'environnement | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 et 11 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 2 | Surveillance des effets sur l'environnement | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Surveillance des effets sur l'environnement | Arrêté Préfectoral du 01/02/2008, article 16 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 5 | Bilan hydrique | Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 29-1, alinéa 1 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Gestion des indisponibilités | Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 21 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 4 | Surveillance des effets sur l'environnement | Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 | Sans objet |
| 6 | Produits dangereux | Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.7 | Sans objet |
| 8 | Défense incendie | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis & 26 | Sans objet |
| 9 | Bilan énergétique | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter | Sans objet |
| 10 | Bilan énergétique | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – IX | Sans objet |
| 11 | Traçabilité des déchets | Décret du 25/03/2021, article Article 1 | Sans objet |
| 12 | Réexamen IED | AP de Mise en Demeure du | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|---------------------------------|-------------------|
| | | 10/01/2024, article Article 1.1 | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé des non-conformités nécessitant des actions correctives à mener rapidement de la part de l'exploitant.

Néanmoins, le site fait l'objet d'un entretien régulier, d'une bonne surveillance en défense incendie et en suivi des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des effets sur l'environnement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 et 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016</u></p> <p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; paramètres biologiques : DBO₅ ; paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ; autres paramètres : hauteur d'eau. <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.</p> <p>En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.</p> |

Article 11. I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016

L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. [...]

Constats :

L'analyse des résultats des campagnes de mesures de 2023, 2024 et 2025 sur les piézomètres amont et aval conduit à constater une augmentation (x100) du taux de sulfate dans les eaux souterraines.

L'exploitant a indiqué que cette forte concentration en sulfate, de l'ordre de 1500 mg/l, est due à la nature même de la roche riche en gypse (Études hydrologiques de 2002).

Les analyses effectuées le 01/09/25 par le laboratoire LPL indique une forte augmentation sur les paramètres bactériens entre les piézomètres amont et aval : les coliformes totaux passant de 17329 à 24196 UFC/100 ml, les E. Coli passant de 1 à 496 UFC/100 ml et les entérocoques de 15 à 143 UFC/100 ml.

L'exploitant a immédiatement pris en considération les résultats de ces analyses et a mandaté le laboratoire LPL qui est intervenu le 29/10/2025 pour de nouvelles analyses. Les résultats ont été transmis le 08/11/25. Il est à noter une baisse sensible des coliformes totaux et des E.Coli, mais une légère hausse des entérocoques.

L'exploitant n'a pas d'explication pour l'instant à cette anomalie bactériologique. Dans son courriel du 08/11/25, l'exploitant prévoit une autre analyse début décembre 2025 pour suivre l'évolution.

Dans ses prévisions concernant le dispositif de collecte des lixiviats, l'exploitant prévoit la réalisation en début d'année d'une inspection caméra pour vérifier l'état du réseau.

Par ailleurs, l'exploitant confirme avoir fait réaliser les analyses de radioactivité par spectrométrie gamma en 2017 et 2023. Les rapports d'analyses ont été transmis à la DREAL le 31/10/2025. Les prochaines analyses sont prévues en 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre les investigations sur l'origine potentielle de l'anomalie bactériologique, ainsi qu'une surveillance mensuelle des eaux souterraines tant que les analyses présentent un taux bactériologique anormalement haut (demande de l'inspection transmise par courrier du 05/11/25).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance des effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13

| |
|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : <p>La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation. Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce nombre ne peut être inférieur à trois et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval. Dans tous les cas, les études hydrogéologiques précisent le nombre de puits de contrôle nécessaires. Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a transmis, le 02/10/25 à la DREAL, une note concernant l'implantation du 3eme piézomètre.</p> <p>Cette note ne donnant pas d'informations suffisantes sur le sens d'écoulement de la nappe phréatique, il lui est demandé de réaliser une étude hydrologique pour déterminer le meilleur emplacement du 2ème piézomètre en aval.</p> <p>Lors de l'inspection sur le terrain, il a été constaté que le piézomètre aval semble correspondre à la résurgence en surface de la nappe phréatique, mais pourrait aussi correspondre aux eaux superficielles qui circulent en périphérie du centre d'enfouissement. Des études hydrologiques sont donc nécessaires pour vérifier l'interconnexion des piézomètres amont et aval.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit réaliser une étude hydrogéologique approfondie pour vérifier le sens d'écoulement de la nappe souterraine et ainsi pouvoir positionner judicieusement le 3e piézomètre (demande de l'inspection transmise par courrier du 05/11/25).</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Surveillance des effets sur l'environnement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2008, article 16 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Imperméabilité des casiers de stockage |
| Prescription contrôlée : <p>La construction des nouveaux casiers s'effectuera conformément aux dispositions fixées au dossier initial, c'est à dire en incluant une membrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur assurant la sécurité active et tous les aménagements nécessaires à l'obtention des sécurités passive et active.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a indiqué que la géomembrane du casier où il y a eu la série d'incendies a fait l'objet d'une détérioration, d'où l'excavation visible lors de la visite, qui indique sa position.</p> |

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit effectuer la réparation de la membrane dans les plus brefs délais afin de rendre étanche le casier d'enfouissement qui contient des déchets (demande de l'inspection transmise par courrier du 05/11/25). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Surveillance des effets sur l'environnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines - Saisie des données |
| Prescription contrôlée : <i>Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement</i> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. |
| Constats : L'exploitant fait réaliser 2 fois/an les analyses sur les eaux souterraines. En 2025, les analyses ont été réalisées le 3 mars et le 1er septembre par un laboratoire agréé. Les résultats ont été transmis par mail à la DREAL le 28/10/25. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Tant que GIDAF n'est pas paramétré pour recevoir les données sur les eaux souterraines, l'exploitant est invité à continuer sa transmission par mail. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Bilan hydrique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 29-1, alinéa 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bilan hydrique |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il note quotidiennement la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'humidité relative de l'air, la direction et la force des vents. Les |

trois derniers éléments feront l'objet d'une observation qualitative sur site, les données réelles pourront être prises sur la station météo la plus proche.
 Les volumes des eaux de ruissellement seront quantifiés tous les 3 mois.
 Les volumes d'effluents concernant le rejet eaux usées seront mesurés tous les 3 mois.
 Le volume des rejets de lixiviats sera mesuré tous les mois au moyen de la pompe de refoulement alimentant la station de traitement spécifique.

Constats :

L'exploitant tient à jour un registre informatique où sont quantifiés par estimation les volumes mensuels d'eaux de ruissellement sur l'installation.
 La direction du vent est relevée chaque jour mais pas la force du vent, ni le taux d'humidité.
 L'exploitant dispose des volumes de lixiviats traités grâce au rapport réalisé par son prestataire OVIVE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour compléter son registre journalier de suivi des conditions climatiques, l'exploitant doit consulter la station météo locale pour récupérer les données manquantes sur le taux d'humidité et la force du vent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Cuvette de rétention, stockage produits chimiques

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Constats :

L'exploitant indique que les acides et les bases sont répartis dans deux armoires distinctes.
 La mise en place d'un nouveau local déchets dangereux est reportée à 2026.

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 7 : Gestion des indisponibilités

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des indisponibilités |
| Prescription contrôlée : Les déchets seront traités le jour même de leur arrivée sur site (compostage) et au plus tard le lendemain en cas d'avarie du matériel. [...] Lors des arrêts techniques de l'usine pour des opérations de réparation, vérification, expertise ou autre, les ordures brutes seront stockées dans une alvéole du CSDMA avant reprise pour traitement immédiat. L'inspection des installations classées devra être tenue informée de ces interruptions inopinées de l'installation. [...] |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que l'UVO est à l'arrêt pour 3 semaines dans le cadre de son entretien annuel. Actuellement, environ 2 000 tonnes d'ordures ménagères sont en attente, entreposées sur l'ancien CET, conformément à leur procédure. L'exploitant signale que la suppression du stock accumulé d'ordures ménagères nécessitera plusieurs mois, possiblement jusqu'en avril 2026. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour minimiser le dégagement d'odeur et éviter la prolifération de nuisibles sur le site. Il transmet un point d'avancement mensuel concernant la résorption du tas d'ordures ménagères entreposées sur l'ancien CET. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Défense incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis & 26 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie pour le centre d'enfouissement |
| Prescription contrôlée : <u>Article 33 bis</u> I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none">la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter |

de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

Article 26

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles réalisés sur le site pendant l'année écoulée et, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage.

L'exploitant adresse le rapport annuel d'activité à la commission de suivi de site.

Plus généralement, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Constats :

Bien que le plan de défense incendie n'ait pas été vérifié en séance, l'exploitant indique un partenariat avec les services du SDIS, avec la mise en place d'un exercice d'évacuation tous les ans.

Le SDIS est en possession des plans de l'installation, des clés d'accès, de toutes les informations sur les moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site.

Le système de sécurisation du site contre l'incendie a été éprouvé à quatre reprises cette année, le 07/08/25, le 18/08/2025, le 05/09/2025 et le 22/10/2025. La dernière intervention a été réalisée

| |
|---|
| <p>de nuit, avec une mise en alerte grâce au dispositif de caméras thermiques équipées de 2 seuils de déclenchement, à 90 et 120°C. Le système de remontée d'alerte a bien fonctionné lors des 4 événements.</p> <p>L'exploitant a transmis le 28/10/25 un rapport à la DREAL sur cette succession d'incendies. Le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) a été informé.</p> <p>Pour éteindre le dernier incendie dans le casier d'enfouissement, il a été nécessaire de réaliser une excavation à la pelle mécanique dans le tas de déchets afin d'atteindre le foyer de combustion.</p> <p>L'exploitant a indiqué que lors de cette intervention, la membrane de fond de casier a été endommagée. Celle-ci doit faire l'objet d'une réparation sous 3 semaines, d'où l'excavation visible lors de l'inspection.</p> <p>Afin de garantir la conservation de l'étanchéité suite à la détérioration de la membrane, l'exploitant se renseigne sur la réalisation d'un test à la fluorescéine. (cf mail de l'exploitant du 08/11/25 et courrier de l'inspection du 05/11/25)</p> <p>Pour l'instant, l'exploitant n'a pas d'explication sur l'origine de ces incendies spontanés.</p> <p>Toutes les eaux d'extinction ont bien été récupérées et ont fait l'objet d'un traitement dans les bassins de lixiviats.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Bilan énergétique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bilan énergétique du centre de stockage des déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. <p>Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant suit le relevé mensuel d'électricité poste par poste afin de trouver des sources d'économie. Un bilan énergétique est réalisé annuellement lors de la revue de direction.</p> <p>Au vu de la faible quantité de biogaz produit, se pose la question de l'intérêt économique de sa valorisation pour le traitement des lixiviats. L'exploitant envisage une demande d'arrêt de l'unité de valorisation du biogaz.</p> <p>L'exploitant est certifié ISO 14001.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Bilan énergétique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – IX |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bilan énergétique du centre de valorisation organique |
| Prescription contrôlée : IX. <u>Efficacité énergétique</u> L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique : <ul style="list-style-type: none">• permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;• déterminant des indicateurs de performance annuelle ;• prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. |
| Constats : L'exploitant indique que l'UVO est un gros poste consommateur d'énergie électrique, entre 25 et 50% selon les mois. Il fait l'objet d'une adaptation du mode opératoire, avec une utilisation optimisée pour réduire les coûts : arrêté le week-end. Un arrêt dès le jeudi midi est en projet. L'objectif est l'optimisation des consommations. Un relevé mensualisé des consommations d'eau est réalisé. Le SIETOM suit des indicateurs de performance énergétique qu'il rapporte aux élus. Un projet de valorisation des terrains est en cours d'étude, avec un projet de location des aires de stockage des déchets pour la mise en place de panneaux photovoltaïques afin de vendre l'électricité produite. Le même type d'installation est en projet pour les parkings et sur les bâtiments du site mais pour une autoconsommation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Traçabilité des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article Article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets non dangereux non inertes |
| Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : <ul style="list-style-type: none">1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets |

| |
|--|
| <p>dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p><i>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise la saisie hebdomadaire du suivi des déchets sur le RNDTS.</p> <p>Actuellement, l'exploitant recherche un prestataire pour installer un logiciel qui transmettrait directement les pesées de déchets du pont bascule au RNDTS, comme le font actuellement d'autres sites.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12 : Réexamen IED

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2024, article Article 1.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen IED du centre d'enfouissement et de stockage des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;</p> <p>2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;</p> <p>3° Toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La DREAL a réceptionné le dossier de réexamen IED pour l'UVO le 12/04/24 et le 31/10/25 pour l'ISDND. Ces deux dossiers font actuellement l'objet d'une instruction par l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |